

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

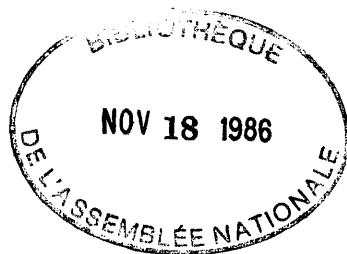
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 118

**Loi modifiant la Loi sur le régime
de retraite des employés du
gouvernement et des organismes publics**

Présentation

Présenté par
M. Paul Gobeil
Président du Conseil du trésor
et ministre délégué à l'Administration



Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi prévoit que les contributions de l'employeur à l'égard de certains employés assujettis au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, seront versées à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et seront déposées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, dans la mesure des sommes relatives au paiement de contributions de l'employeur pour lesquelles s'applique un accord de partage des frais entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.

Le ministre des Finances peut appliquer cette mesure avec effet au 1^{er} juillet 1973.

Projet de loi 118

Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'annexe III de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10), modifiée par le chapitre 44 des lois de 1986 et par le décret 832-86 du 16 juin 1986, est modifiée au paragraphe 1 par le remplacement des mots « les établissements publics et les conseils de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5) et les organismes du réseau des Affaires sociales qui sont régis par l'accord intervenu dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Québec dans la mesure des sommes qui sont prévues dans cet accord pour le paiement de contributions à un régime de retraite — le gouvernement assumant le paiement de ces contributions » par les mots suivants: « les établissements publics, les conseils de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), le Comité de la protection de la jeunesse, la Commission des affaires sociales, la Commission des services juridiques, le gouvernement, l'Office des personnes handicapées du Québec, l'Office des services de garde à l'enfance et les organismes du réseau du ministère de la Santé et des Services sociaux qui sont énumérés à l'accord intervenu dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada (S.R.C. 1970, chapitre C-1) entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Québec, dans la mesure des sommes relatives au paiement de contributions de

l'employeur pour lesquelles s'applique un accord visé par le Régime d'assistance publique du Canada ou par la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides (S.R.C. 1970, chapitre V-7) — le gouvernement assumant le paiement de ces contributions».

2. Le ministre des Finances peut verser à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, à même le fonds consolidé du revenu, les contributions de l'employeur comptabilisées pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 1973 et le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) au compte non budgétaire des régimes de retraite apparaissant aux livres du gouvernement, à l'égard des employés du Comité de la protection de la jeunesse, de la Commission des affaires sociales, de la Commission des services juridiques, du gouvernement, de l'Office des personnes handicapées du Québec et de l'Office des services de garde à l'enfance, dans la mesure des sommes relatives au paiement de contributions de l'employeur au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, pour lesquelles un accord visé à l'article 1 s'applique.

Lorsque le ministre des Finances aura versé les sommes visées au paragraphe précédent à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, celle-ci devra verser ces sommes à la Caisse de dépôt et placement du Québec et ces sommes seront considérées comme la contribution de l'employeur dûment versée entre le 1^{er} juillet 1973 et le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*).

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).